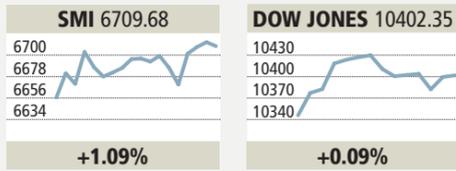


L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

LA DÉCISION DE LA FED TROUBLE LE MARCHÉ
La normalisation ne doit pas être redoutée **PAGE 13**

JA-PP/JOURNAL — 1000 LAUSANNE 1



NOUVEAU HEAD OF PUBLIC AFFAIRS

Julius Bär veut être mieux entendu

PAGE 6

AMBITIONS DANS L'E-PRIVATE BANKING
Le prochain relais de Swissquote

PAGE 6

SKER HOLDING (NEUCHÂTEL)
La nouvelle société des De Salis

PAGE 6

PLANS DE PRÉVOYANCE DISPARATES (SMI)
La finance est plus généreuse

PAGE 10

PROPAGANDE CONTRE LE SECRET BANCAIRE
Le rôle clé des spin doctors

PAGE 10

ALPIQ CANDIDAT AU NUCLÉAIRE
Deux centrales pour 3 groupes

PAGE 8

NEW INVESTMENT STRATEGIES AM (GENÈVE)
L'Asie goûte les vins labellisés

PAGE 4

CONDITIONS CADRES BRITANNIQUES
Le plaidoyer de Gordon Brown

PAGE 2

Vers une pharma ultraspécialisée



DAN STANER. «Nous ne sommes pas disposés à élargir la palette des vecteurs de croissance.»

Le CEO de la filiale suisse d'Eli Lilly n'adhère pas aux stratégies d'intense diversification qui ont lieu dans le secteur. Son groupe se renforce dans les thérapies ciblées en oncologie. **PAGE 8**

La production artistique doit repenser ses modèles

FRANCIS GURRY. Le directeur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle déplore la rigidité de cette industrie.

EDGAR BLOCH

«Le monde de la propriété intellectuelle est en train de perdre la bataille dans le domaine de la production et de la distribution des œuvres littéraires, musicales et audiovisuelles.» C'est Francis Gurry, directeur australien de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à Genève (OMPI) depuis le 1er octobre 2008, qui l'affirme à *L'Agefi*. Le modèle juridique sur lequel repose tout l'édi-

rice devient petit à petit obsolète. Le public s'habitue à l'idée que la production musicale, par exemple, peut fort bien être gratuite, puisqu'elle sert de promotion à des performances et produits dérivés très rentables. L'industrie de la culture a évidemment de la peine à s'adapter à cette évolution. «Une solution serait d'engager une concertation approfondie à l'échelle internationale avec des professionnels du monde de la création pour poser des diagnostics et formuler

des propositions à discuter avec les membres de l'OMPI».

Francis Gurry évoque aussi les effets entraînés par la gravité de la crise qui a vu les brevets, pour la première fois depuis 1978, date de l'existence du Traité de coopération en matière de brevets, chuter de 4,5% dans le monde. Dans cet environnement morose, la Suisse se comporte toutefois très bien. Aux côtés de la Chine, qui connaît une explosion des demandes de 30%, de la Corée du sud et du Japon, elle

a eu le courage de ne pas réduire ses efforts. Reste que le déclin auquel font face ses principaux partenaires commerciaux, surtout les États-Unis et l'Allemagne, doit l'encourager à s'orienter en direction des nouveaux pôles du savoir. Au premier rang desquels on trouve l'Asie, bien sûr. L'avenir du dépôt des brevets se situe clairement dans les cleantechs, le changement climatique ouvrant de nombreuses nouvelles voies de développement technologique. **PAGE 9**

HYPOTHÈSE POST-SECRET BANCAIRE

Perte annuelle supposée de 100 milliards

Tel serait l'impact de l'acceptation de l'échange automatique d'information sans contrepartie favorable comme l'amnistie fiscale pour les clients offshore des banques suisses.

Cent milliards de francs par an. Une éventuelle acceptation par le Conseil fédéral de l'échange automatique d'informations sans contrepartie favorable comme une amnistie fiscale pour les clients offshore pourrait engendrer un cercle vicieux aux conséquences considérables, estime l'auteur de ce calcul, Franz de Planta, président de De Planta

& Cie et de l'OAR-G.

Le chômage augmenterait pour dépasser 10% dans les villes à forte activité financière. La baisse des revenus fiscaux encouragerait une hausse des impôts, qui pénaliseraient les entreprises et pousseraient au départ les grandes fortunes. «La Suisse rejoindrait alors la moyenne européenne, ce qui faciliterait une adhésion, rendue nécessaire et indolore».

Or des solutions existent: développer les outils d'optimisation fiscale, revoir les frais à la baisse, abolir le droit de timbre et abandonner le projet Rubik, avance le gérant, qui rappelle que les pressions subies par la Suisse trouvent leur origine dans l'incompétence de ses voisins à gérer leurs finances. **PAGE 4**

WERNER BAUER (CTO DE NESTLÉ)

La R&D suisse reste largement compétitive

Ces prochaines années, Nestlé va continuer d'investir massivement dans la recherche et le développement. Werner Bauer, chief technology officer de la multinationale et membre de la direction générale, explique les grands enjeux de son secteur pour les années à venir. En poste depuis le 1er février 2007, il gère annuellement un budget de quelque 2 milliards de francs. L'équipe qu'il supervise s'occupe également de protéger les quelques 17.000 brevets dont bénéficie la multinationale à travers le monde et d'un portefeuille d'un milliard en venture capital. Très présent en Suisse, le pôle R&D du numéro un mondial de l'alimentation va renforcer sa présence dans les pays émergents ces



WERNER BAUER. La R&D de Nestlé emploie 2000 personnes en Suisse.

prochaines années. La Suisse n'est toutefois pas menacée, grâce à des conditions cadres toujours compétitives. Reste qu'avec des perspectives de hausse de 45% des ventes pour le groupe d'ici à 2020 dans les marchés émergents, le focus sera clairement mis sur ces régions. **PAGE 7**

ÉDITORIAL GASPARD KÜHN

Managers contre actionnaires

Les rémunérations bancaires n'en finissent pas de choquer l'opinion publique. Dernier épisode en date, Goldman Sachs vient d'attaquer Credit Suisse Group, qui a débâché quelques-uns des meilleurs gestionnaires de la banque américaine. A Londres, UBS a doublé les salaires des responsables de son département actions. Une surenchère également pratiquée par Bank of America, qui cherche à retenir les collaborateurs les plus performants de Merrill Lynch. Seulement quelques mois après l'une des pires débâcles financières de l'Histoire, voilà de quoi alimenter l'inépuisable litanie des nombreux pourfendeurs du marché.

Et si les grandes banques se trouvaient, malgré les apparences, à l'avant-garde de la prochaine mutation du capitalisme? Ces dernières années, la shareholder value s'est imposée comme le meilleur standard en matière de gestion. Suivant ce paradigme

longtemps dominant, les intérêts des actionnaires priment sur ceux des managers et des collaborateurs. Le cours de l'action et les dividendes dictent leur loi aux stratégies des entreprises. Une manière d'augmenter la performance, avec toutes les dérives court-termistes que cela peut aussi supposer. A commencer par l'obsession de battre le consensus des analystes à chaque trimestre.

Les tenants d'un libéralisme plus apaisé plaident aujourd'hui pour un grand rééquilibrage. C'est le message porté régulièrement par Nicolas Sarkozy, qui réclame une règle des trois tiers: un tiers des bénéfices pour les actionnaires, un tiers pour les investissements à long terme de l'entreprise et un dernier tiers pour les collaborateurs. Souvent jugée farfelue, cette idée suscite en général des sourires crispés.

A y regarder de près, les récentes annonces sur les rémunérations bancaires s'inscrivent pourtant dans

cette logique. La performance de l'entreprise s'accompagne de hausses salariales – y compris en bonus et stock-options. Serait-ce le début d'un retournement durable de tendance? Le managérialisme, dénoncé dans les années 1930 par les économistes Berle et Means, serait-il de retour? Il est sans doute trop tôt pour l'affirmer: la shareholder value imprègne encore fortement la pensée économique.

Quant à la surpondération des intérêts des collaborateurs au détriment des actionnaires, elle pourrait reproduire les mêmes écueils. Elle passe souvent par une part importante de rémunération variable liée à la performance qui, notamment dans le secteur financier, peut conduire à des prises de risques excessives.

Il reste à inventer un modèle plus équilibré. Et peu importe si le pouvoir va aux managers ou aux actionnaires: c'est le court-termisme qu'il faut tuer. ■

Reine de Naples

Breguet
Depuis 1775

www.breguet.com
Boutique Breguet - 40, rue du Rhône, Genève
+41 22 317 49 20



9 771421 948004 10008